

# Paris et Amsterdam remportent les agences européennes

Union européenne Les deux villes ont été tirées au sort. Les trois tours de vote n'ont pas permis de départager les candidats.

Après des mois de suspense et de tractations diplomatiques, les Vingt-sept ont élu ce lundi les gagnants de la course aux agences européennes qui devront quitter Londres après le Brexit. Amsterdam et Paris accueilleront respectivement l'Agence européenne du médicament (EMA) et l'Autorité bancaire européenne (EBA). "Ça a été une compétition serrée", a observé le ministre estonien Matti Maasikas, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne. A tel point que les deux villes ont dû être tirées au sort, les trois tours de vote organisés pour chacune des agences n'ayant pas permis de départager les candidats.

Les Etats membres se bouscullaient au portillon pour bénéficier du prestige et des retombées économiques de la présence de ces deux agences sur leur territoire. Si les "perdants" ont pu difficilement cacher leur déception, la bataille pour les agences européennes n'aura pas eu raison de l'unité des Vingt-sept face à Londres depuis le début des négociations sur le Brexit. "Quel que soit le résultat, le vrai gagnant du vote de ce lundi est l'UE des Vingt-sept", a rappelé le président du Conseil européen Donald Tusk. Il faut dire que toutes les précautions ont été prises pour éviter les querelles interétatiques. Une procédure de vote complexe – inspirée du concours musical Eurovision, à la différence que le vote reste secret – a été arrêtée pour rendre le débat le moins politique possible.

L'EMA qui, avec ses 900 employés et les milliers de visiteurs qu'elle peut attirer, était la médaille d'or de cette course, a fait l'objet du premier vote. Dix-neuf villes européennes s'étaient portées candidates pour l'accueillir, avant que Dublin, Malte et Zagreb jettent l'éponge en dernière minute. Au premier tour, Milan menait la course, avec 25 points, suivi de près par Amsterdam et

Copenhague. Bruxelles, qui était loin d'être favori, la Belgique étant largement servie, n'a ob-

tenu que cinq points. Les dernières places ont été occupées par Sofia, Bonn et Lille, chacun bénéficiant de trois votes – soit les leurs, puisque chaque pays avait trois points à accorder à son candidat favori.

## Déception des pays d'Europe centrale

Les résultats n'ont sans doute pas été du goût des pays d'Europe centrale et orientale, qui s'estimaient prioritaires puisqu'ils accueillent très peu d'agences européennes. Déçue de voir qu'aucun des "nouveaux Etats membres" ne s'est retrouvé sur le podium, la Slovaquie a décidé de s'abstenir pour les deux prochains tours. Le président déchu de la Catalogne Carles Puigdemont n'a pas raté l'occasion de blâmer Madrid pour l'échec de la candidature de Barcelone.

Après le deuxième tour, seuls Milan et Amsterdam étaient toujours en lice. Finalement, le sort de l'EMA a été tranché par tirage au sort, les deux villes étant au coude-à-coude, après le troisième vote. Ce qui n'a pas empêché le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas de vanter "le succès de la diplomatie néerlandaise". La ministre italienne de la Santé a, quant à elle, exprimé sa "désillusion" et son "amertume".

Même si seuls huit pays convoitaient l'EBA, trois tours et un tirage au sort ont de nouveau été nécessaires. Paris partait déjà favori après le premier tour avec 32 points, suivi par Francfort et Dublin. La candidature allemande fut éliminée lors du deuxième vote. Et la chance a finalement souri à la capitale française. De quoi consoler l'Hexagone après l'échec de la candidature de Lille pour accueillir l'EMA. "C'est la reconnaissance de l'attractivité et de l'engagement européen de la France", s'est réjoui le président français Emmanuel Macron.

"Nous avons bien fait de faire vite. Nous sommes le 20 novembre 2017 et nous savons déjà où ces deux agences seront relocalisées", a souligné la ministre française Nathalie Loiseau. Encore une occasion pour les Vingt-sept de prouver qu'ils sont prêts pour leur avenir post-Brexit.

Maria Udrescu

## L'Union commence à se préparer à un Brexit sans accord

■ Les négociations avec Londres ressemblent de plus en plus à un dialogue de sourds.

Tout un symbole: les Vingt-sept ont déjà anticipé l'après-Brexit, en votant pour les villes-hôtes qui accueilleront l'Agence européenne des médicaments et l'Autorité bancaire européenne, actuellement basées à Londres, après le 29 mars 2019 (lire ci-contre). Dans le

même temps, les négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur les principaux processus de séparation sont dans une impasse.

Les négociateurs européens attendent, désespérément, des précisions sur la façon dont le

Royaume-Uni envisage le règlement de ses engagements financiers envers l'Union. Ils veulent boucler dès que possible le sujet des droits post-Brexit des ressortissants des Vingt-sept installés au Royaume-Uni – sujet lié à celui des droits des Britanniques installés dans l'Union. Ils voudraient, enfin, savoir comment Londres entend régler le casse-tête de la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord.

#### Le retour d'une frontière

Ce n'est pas le sujet le moins épineux. Il faut, en premier lieu, préserver l'Accord du Vendredi Saint qui, en 1998, a mis fin au conflit nord-irlandais. L'objectif des deux parties est d'éviter le retour d'une frontière physique entre l'Irlande, membre de l'Union européenne, et l'Irlande du Nord, partie du Royaume-Uni. Actuellement, 30 000 personnes traversent quotidiennement les cinq cents kilomètres de frontières entre les deux Irlande. Par ailleurs, les économies irlandaise et nord-irlandaise sont très étroitement imbriquées, tandis que les accords de coopération entre le Sud et le Nord se comptent par centaines. *“La seule manière”* d'éviter l'érection d'une nouvelle c'est que *“le Royaume-Uni en entier ou l'Irlande du Nord continuent d'appliquer les règles de l'Union douanière et du marché unique”*, a déclaré vendredi dernier le Premier ministre irlandais Leo Varadkar vendredi, en marge du sommet européen social de Göteborg.

Le Royaume-Uni ayant décidé de se retirer de l'une comme de l'autre après le Brexit, l'Union n'aurait en effet d'autre choix que de réinstaller des contrôles aux frontières, au moins pour ce qui concerne les marchandises venant du Nord. Mais de son côté, le Royaume-Uni

ne souhaite pas de règles spécifiques pour l'Irlande du Nord, qui, selon Londres, nuirait au marché intérieur britannique. Le serpent se mord la queue. *“Il appartient à ceux qui ont voulu le Brexit de proposer des solutions”*, a insisté le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, Michel Barnier, vendredi, dans un discours prononcé devant le Centre For European Reforms à Bruxelles.

#### Pas de progrès en vue du sommet de décembre

Lors du même discours, Michel Barnier a laissé entendre que l'Union européenne serait prête à conclure avec *“le plus ambitieux”* des accords commerciaux avec

Londres. Mais pas à n'importe quelles conditions. Le Royaume-Uni souhaite-t-il *“rester proche du modèle européen”*, en termes de règles et de normes *“ou choisira-t-il de s'en écarter progressivement? Sa réponse à cette question sera importante et même décisive, parce qu'elle orientera la*

*discussion sur notre futur partenariat”*, a averti M. Barnier.

Mais de toute façon, avant même d'envisager de discuter de ce sujet, les Vingt-sept veulent que des progrès suffisants aient été accomplis dans la phase 1 du Brexit. Or, on est loin du compte. Aussi, le ministre estonien Matti Maasikas, qui présidait le Conseil Affaires générales ce vendredi, à Bruxelles, a indiqué les ministres des Vingt-sept n'avaient même pas ouvert les discussions internes sur la phase de transition après le Brexit, ni sur la future relation avec le Royaume-Uni. *“Les prochaines semaines seront décisives”*, a déclaré M. Maasikas. Les leaders européens doivent décider, lors du sommet des 14 et 15 décembre, s'il est opportun de passer à la phase 2 des négociations.

Mais les progrès des négociations sont tellement lents, que les Européens ne cachent plus leurs doutes quant à la possibilité de conclure, dans les temps, un accord sur le Brexit avec Lon-

dres. Le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), a dit craindre *“que nous ne devions tenir compte, à un certain moment, d'une situation où on n'aurait pas d'accord”*.

OleB

*“Je crains que nous ne devions tenir compte, à un certain moment, d'une situation où on n'aurait pas d'accord.”*

**Didier Reynders**  
Ministre belge des Affaires  
étrangères